

BOUZEGUÈNE

La poseuse de bombes retourne au village natal après 20 ans

M^{me} Idjeri Yamina, alias Antoinette Simone, activiste au sein de la Fédération du FLN en France, vivant à Alger depuis quelques années, fait un retour triomphal au village de ses ancêtres 20 ans après l'avoir quitté. Elle y a été accueillie par la population d'Aït Sidi Amar comme l'héroïne qu'elle est.

Elle a entamé sa visite par un recueillement sur la tombe du colonel Mohand Oulhadj qu'elle assimile à un monument de la Révolution.

Elle s'est ensuite rendue dans la maison paternelle avec une pointe d'émotion notamment après avoir discuté avec sa

famille restée au bled. De père algérien et de mère italienne, Idjeri Yamina s'est imprégné très jeune des idées nationalistes véhiculées par le FLN. Ce qui l'avait conduite à interrompre ses études pour aller à la rencontre des militants dans la région de Marseille qui lui ont confié

maintes missions, dont la remise de courriers confidentiels aux différents responsables du FLN, l'inspection et le repérage des lieux. La plus importante mission qu'il lui a été confiée est la pose d'une bombe à la préfecture de police de Marseille (France).

L'explosion de la bombe de par son impact et cela sans faire trop de dégâts avait pour but de faire avancer la cause algérienne auprès de l'opinion publique internationale. Preuve en est que le lendemain de l'explosion, la

presse s'est emparée de l'événement. S'en est suivie une vague d'arrestations qui a touché quatre militants de l'organisation entre autres, l'ancien ministre Meziane Cherif et un dénommé Daksi.

Elle sera par la suite chargée d'une mission visant le renforcement de l'organisation qui sera avortée suite à une dénonciation suivie d'arrestations, d'interrogatoires et de tortures.

Défendue par M^e Vergès, elle est libérée sous conditions au bout d'une année de détention.

A l'aide de faux papiers marocains, elle quitte Paris et traverse la frontière franco-suisse où elle est récupérée par une famille pour reprendre ses études de sage-femme avant de rejoindre l'Allemagne.

En 1962, elle rentre en Algérie où elle a exercé son métier dans différentes infrastructures de santé. Son nationalisme invétéré l'a poussée à faire volontairement l'impasse sur son droit à la pension de moudjahida.

S. Hammoum

SKIKDA/CP1K

Vers le dénouement ou le durcissement ?

La situation au sein du CP1K, dans la zone pétrochimique de Skikda, semble prendre des proportions plus apaisantes.

En effet, dans un communiqué dont nous détenons une copie, les travailleurs dont deux grévistes hospitalisés ont

rejoint la tente servant d'abri aux grévistes de la faim, mettent en relief le changement dans le comportement du directeur du complexe, illustré par la mise à leur disposition de toutes les conditions nécessaires et susceptibles d'atténuer la pression que subissent particulièrement les grévistes.

Parmi elles, le suivi médical assuré, cette fois-ci, toute la journée. Outre cela, les signataires relèvent le déplacement régulier du divisionnaire (l'ex-P-dg) pour s'enquérir de leur état de santé.

Les derniers rebondissements au sein du CP1K ont incité une délégation de Sonatrach Aval à faire un déplacement sur place.

Selon des sources concordantes, la délégation a compaté aux conditions lamentables dans lesquelles «survivent» les grévistes.

Il n'en demeure pas moins que malgré cet apaisement, les grévistes maintiennent leur grève jusqu'à la satisfaction effective de leurs revendications. Ils réprouvent également l'attitude du ministre de l'Energie et des Mines, qui a effectué deux visites à Oran, alors

qu'aucune n'a été faite à Skikda, au complexe des matières plastiques pré-cisément, où une dizaine de grévistes sont en danger de mort.

Il n'est pas à écarter qu'un durcissement dans la grève est attendu dans les jours à venir, car si les relations se sont détendues avec les responsables locaux de la division pétrochimie (ex-Enip), celles avec les hauts responsables de Sonatrach se détériorent de jour en jour du fait de la passivité avec laquelle ces derniers se comportent vis-à-vis du cas CP1K.

Zaïd Zoheir

BOUMERDÈS

Grève ouverte dans le secteur de la santé

A l'appel de la section UGTA de l'EHP (Etablissement hospitalier public) qui comprend l'hôpital de Thénia et l'Unité médicochirurgicale UMC (urgences) de la ville de Boumerdès, le personnel, tous corps confondus, est entré, depuis hier, en grève.

Selon les représentants syndicaux que nous avons contactés, le taux de suivi de cet arrêt de travail est de 80%. Cependant, le service minimum est assuré et les cas d'urgences sont pris en charge. C'est ce que nous avons vu au niveau de l'UMC. Les grévistes réclament l'application des décisions prises par le gouvernement suite aux accords convenus avec les représentants des travailleurs et le paiement de diverses indemnités et autres droits arrachés à la suite de négociations avec la tutelle. «Depuis des mois, l'administration



Photo : DFR

nous mène en bateau jusqu'à nous faire oublier nos droits», affirment à l'unisson les protestataires.

Le réseau ferroviaire paralysé

Les trains électriques assurant la liaison entre la capitale et l'est de l'Algérois ne sont pas arrivés, hier durant toute la journée, jusqu'au terminus, c'est-à-dire à la gare de Thénia (wilaya de Boumerdès).

Les stations des villes de

Tidjelabine et Thénia ont été zappées. C'est la gare de Corso qui est devenue momentanément le terminus de ce trajet d'une cinquantaine de kilomètres.

En effet, selon les déclarations du chef de gare de Corso que nous avons contacté, un câble de transport d'électricité

de haute tension qui traverse la voie ferrée entre cette ville et celle de Boumerdès est tombé sur la caténaire, coupant l'alimentation en courant des réseaux des trains. Les trains diesel ont circulé normalement, selon le chef de gare de Corso.

A. L.

BLESSÉE PAR BALLE LORS DES ÉMEUTES DE JANVIER DERNIER À BLIDA La victime

a comparu en tant que témoin

Le jeune homme de 20 ans, grièvement blessé par balle lors des émeutes de janvier dernier et dont nous avons rapporté l'information dans nos éditions du 9 et 17 du même mois, vient de comparaître en tant que témoin dans cette affaire.

Son avocate, dans une requête adressée au procureur général près la cour de Blida, avait demandé, suite au renvoi du dossier n° 3 195 de la victime et daté du 4 avril 2011, que son client soit indemnisé.

Cette indemnisation, est-il écrit dans la requête, lui permettra de poursuivre l'auteur des tirs de feu d'autant que la victime souffre aujourd'hui d'un handicap moteur qui lui a valu une invalidité de 100%.

Pour rappel, la victime M. Mouloud, qui se trouvait avec les émeutiers de la cité de Khazrouna, à Blida, a reçu une balle provenant d'un PA, selon les résultats de l'étude balistique de la police scientifique de Châteauneuf d'Alger. La balle qui lui a touché le cœur, perforé les intestins et un rein lui a causé une défaillance neurologique ainsi qu'un handicap moteur.

Le médecin légiste lui a délivré, le jour de son hospitalisation, un certificat médical de constatation destiné à la justice, avec un arrêt de travail de 45 jours.

M. B.

Abachi L.